



SUIVONS L'EXEMPLE DE LA TUNISIE !



Il aura suffi de quatre semaines de révolte de la jeunesse pour faire sauter une dictature de plus de vingt-trois ans. Les jeunes tunisiens nous montrent qu'aucun régime n'est indéboulonnable. Suivant la voie qu'ils ont tracés, la jeunesse algérienne est elle aussi en mouvement contre la hausse des prix et le régime de Bouteflika.

Des années de luttes

La révolution tunisienne ne vient pas de nulle part. Depuis des années, les jeunes, les travailleurs et les défenseurs de la liberté d'expression étaient en lutte contre le régime. Il y a deux ans, les mines de Gafsa ont été le théâtre de grèves dures. Dans les universités, des luttes étudiantes ont aussi eu lieu ces dernières années, avec notamment des grèves de la faim en 2009.

L'insurrection débutée en décembre est la réponse du peuple à une situation économique catastrophique. Les pays les plus pauvres sont particulièrement touchés par la crise du capitalisme. D'abord parce que partout, les classes possédantes essaient de la faire payer aux jeunes et aux travailleurs. Ensuite, parce que les pays du Sud sont étouffés par une dette injuste et illégitime envers les États les plus riches. Enfin, parce que leur économie est sous dépendance de celle de l'Occident. Tourisme, exportations agricoles et minières ou industrie textile sont autant de secteurs au service de l'Europe et de la minorité qui détient les richesses, principalement la belle-famille de Ben Ali.

Une défaite pour Ben Ali... et Sarkozy !

C'est bien pour cela que la France a tout fait pour sauver le régime. La ministre des affaires

étrangères, Alliot-Marie est allé jusqu'à proposer « le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité »... Venant d'un pays où la police tue à coups de flash-ball et de tazer, cela aurait pu faire très mal !

La fuite de Ben Ali est une victoire historique, contre la dictature, contre les pays qui la soutenaient, mais aussi contre la résignation. Face à la crise, nos luttes peuvent être victorieuses. Désormais, le peuple tunisien doit gagner l'indépendance réelle, mettre l'économie et la société dans les mains de la majorité, exproprier les capitalistes et développer des activités qui permettent à tous de s'en sortir. Pour cela, il aura besoin d'être soutenu.

Révolution !

Les luttes qui ont éclaté dans les quartiers populaires d'Alger, mais aussi au Maroc et dans le monde arabe, notamment en Jordanie, seront déterminantes pour l'avenir de la révolution tunisienne. Nos luttes contre le gouvernement français conditionneront également sa victoire.

Le meilleur moyen d'affirmer notre solidarité avec le peuple tunisien, c'est de suivre son exemple !



NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Travailler moins pour travailler tou-te-s !

Manuel Valls, député du parti socialiste, qui cherche à être mandaté par le PS pour être candidat à la présidentielle, a annoncé récemment qu'il fallait « déverrouiller les 35 heures ».

Tout d'abord que sont les 35 heures ?

Cette mesure prise par le gouvernement Jospin à la fin des années 90, réduit le temps de travail hebdomadaire. Bien que les 35 heures aient permis à une partie des travailleurs de disposer de plus de temps libre, cette mesure s'est accompagnée de nombreuses contreparties pour le patronat : stagnation des salaires, plus de flexibilité, intensification des cadences de production, annualisation du temps de travail et exonération de cotisations sociales pour les employeurs.

L'argument de M. Valls, et plus largement de la droite pour supprimer les 35 heures ?

Les salariés français seraient moins productifs, ne travailleraient pas assez, ce qui handicaperait la France dans la compétitivité mondiale. Mais ses arguments ne sont que mensonges et poudre aux yeux. D'une part les salariés travaillent en moyenne bien plus de 35 heures

(39,4 heures par semaine) et d'autre part un salarié d'aujourd'hui est quatre fois plus productif que dans les années soixante, c'est-à-dire qu'il produit la même quantité de marchandise en moins de temps qu'avant. Plutôt que de servir à augmenter les profits des patrons la réduction du temps de travail devrait permettre qu'on travaille tous, moins et autrement.

Imposons un réel partage du temps de travail

Pour en finir avec la précarité et le chômage, les bas salaires et les cadences infernales, imposons un réel partage du temps de travail sans perte de salaire, et avec les embauches qui vont avec.



"Apprentissage junior" : plus d'exploitation des jeunes...

Aujourd'hui, environ 1 jeune sur 4 est au chômage selon les chiffres officiels. Ce taux élevé est utilisé par le gouvernement pour justifier les réformes qui précarisent encore plus les jeunes. C'est d'ailleurs en disant qu'il permettrait de lutter contre le chômage que le gouvernement avait mis en place le CPE. Sarkozy ne fera pas le choix d'un CPE-bis. Cela signifierait un fort mouvement social un an avant la présidentielle. L'idée de ce début d'année c'est donc de développer l'apprentissage avec l'objectif de 400 000 nouveaux contrats en apprentissage ou en alternance d'ici 4 ans. Pourtant, ce n'est pas un moyen de lutter contre le chômage. En effet, l'apprentissage ne crée pas d'emplois. Il ne fait que baisser le coût du travail et donc remplacer des embauches de salariés payés à taux plein par des jeunes qui coûtent peu.

Encore des cadeaux pour les patrons !

Pour le patron, l'apprentissage c'est plein de cadeaux : salaire exonéré de charges sociales, prime à l'embauche, etc. En revanche, le gouvernement ne compte pas augmenter les salaires très faibles des apprentis (25% du SMIC pour les moins de 18 ans). En bref, on prétend aider les jeunes mais c'est les patrons qui ressortent gagnants.

De l'argent il y en a, prenons sur les profits !

Nous demandons la rémunération de tous les apprentis au niveau prévu par leur convention collective. Pas un salaire en-dessous du SMIC, quels que soient l'âge et l'année d'études de l'apprenti. De l'argent, il y en a ; prenons sur les profits pour maintenir les emplois, en créer de nouveaux et augmenter tous les salaires !



NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Lycée Langevin (Suresnes) : un BTS menacé !

Les enseignants du BTS Assistant de manager de Suresnes ont appris que le rectorat voulait « transférer » la formation à Villeneuve-la-Garenne car ils n'ont « pas assez » d'étudiants. On voit mal pourquoi il y en aurait plus qui s'inscriraient à Villeneuve ! C'est surtout que le rectorat n'aime pas les classes en petits nombres, dans lesquelles on peut apprendre et travailler plus facilement. Sinon, il ouvrirait une classe à Villeneuve et il laisserait celle de Suresnes !

MANIFESTATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE :

samedi 22 janvier - 14h30 RER Luxembourg